

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée sait que je m'interdis de parler explicitement du cours du dollar canadien. Elle connaît la politique d'intervention . . .

M. Riis: Il n'a jamais été aussi bas de toute notre histoire.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): . . . de la Banque du Canada, que je viens d'ailleurs de lui expliquer, à elle et aux autres députés à la Chambre, il y a à peine deux réponses. Si elle veut contester le rapport de l'OCDE, elle verra qu'il y a beaucoup plus de gens en désaccord avec elle qu'elle ne l'a dit.

* * *

LES RÉFUGIÉS

LA HAUSSE DU NOMBRE DE DEMANDES DE STATUT DE RÉFUGIÉ

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'Immigration que j'ai prévenu par téléphone ce matin. Comme la Cour suprême a décidé il y a dix mois que la Charte interdisait au gouvernement de refuser le statut de réfugié à quiconque sans avoir permis à l'intéressé de s'expliquer de vive voix, le nombre de demandes de statut de réfugié est passé de 14,000 à 20,000.

Quand le ministre va-t-il donner suite au sixième rapport du comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, déposé en décembre dernier, qui recommandait l'adoption de mesures administratives immédiates et exceptionnelles pour étudier tous les cas en suspens, réduire les délais et écarter ainsi les faux réfugiés?

L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Qu'il se rassure: mes collègues et moi avons entrepris d'étudier le 6^e rapport déposé à la Chambre le 19 décembre. Nous examinons l'ensemble de la question des demandes en suspens en établissant de toute urgence un nouveau système de détermination du statut de réfugié.

Je voudrais féliciter les membres du comité pour avoir analysé en profondeur cette question difficile et leur assurer que nous tiendrons compte de leurs recommandations, spécialement quand nous présenterons nos propositions à la Chambre.

L'IDÉE D'EXIGER UN VISA DES VISITEURS EN PROVENANCE DU PORTUGAL

M. Dan Heap (Spadina): Le ministre peut-il nous assurer qu'il n'exigera pas de visa des visiteurs en provenance du Portugal, du moins en attendant qu'il ait pris des mesures pour réduire le nombre de demandes en suspens et mettre un terme au nombre accru de fausses demandes?

L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, le député fait allusion à ces personnes qui prétendant être des réfugiés, réclament un examen de leur dossier. A cet égard, après d'étroites consultations avec la communauté portugaise, je peux assurer au député que le gouvernement cherche à identifier ceux qui encouragent ces demandes frauduleuses. Je sais gré aux milieux portugais canadiens, et à tous les autres également, de nous aider à démasquer ces

Questions orales

abus. Nous cherchons actuellement à recueillir des informations à ce propos et des poursuites seront intentées, si y a lieu.

* * *

LE LOGEMENT

L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE MISES EN CHANTIER ET DE VENTES EN 1985

M. Bob Hicks (Scarborough-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Elle porte sur l'affirmation récente de la *Home Builders' Association* de Toronto, selon laquelle les ventes de maisons neuves ont augmenté de 71.5 p. 100 dans la région de Toronto en 1985. Le ministre peut-il expliquer aux Canadiens comment cet accroissement spectaculaire a pu se produire? Croit-il qu'il s'agit d'un phénomène exceptionnel qui ne se répétera plus jamais?

L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail): Monsieur le Président, le député attire l'attention de la Chambre sur la hausse des ventes. Je voudrais ajouter que les mises en chantier ont aussi augmenté, de 21 p. 100 par rapport à l'année précédente. C'est le résultat de la gestion de l'économie par le ministre des Finances et notre gouvernement.

M. Frith: Que dire du dollar?

M. McKnight: Le député doit savoir qu'à peine entamée la deuxième année de son mandat, le gouvernement a déjà créé 44,000 emplois de plus que le gouvernement libéral ne l'a fait en quatre ans et demi—44,000 de plus.

Des voix: Bravo!

M. McKnight: Monsieur le Président, ces ventes sont attribuables, notamment, aux taux d'intérêts qui sont inférieurs de 2.5 p. 100 à ce qu'ils étaient le jour des élections, en 1984. Une autre raison est le fait que le taux de chômage a baissé depuis 1984 . . .

M. Boudria: Merci!

M. le Président: A l'ordre!

Des voix: Bravo!

* * *

LES ASSURANCES

LA SOLVABILITÉ DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Hier, le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement fédéral était responsable de la solvabilité des compagnies d'assurance. Peut-il expliquer à la Chambre pourquoi 15 compagnies d'assurance n'ont pas réussi à prouver leur solvabilité, comme le révèle le rapport TRAC de 1985, publié par la Colander Publications Inc.? Devrions-nous nous préparer à une autre faillite bancaire, comme nous en avons vu l'an dernier?